

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 14 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAPROCHIM NORMANDIE

Zone Industrielle du Port Angot
Rue Frédéric et Irène Joliot Curie
76410 SAINT-AUBIN-LES-ELBEUF

Références : UDRD.2022.04.R.20

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2022 dans l'établissement MAPROCHIM NORMANDIE implanté Zone Industrielle du Port Angot Rue Frédéric et Irène Joliot Curie 76410 SAINT-AUBIN-LES-ELBEUF. L'inspection a été annoncée le 18/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite était de recueillir les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 janvier 2021 portant sur la défense contre l'incendie et les dispositions constructives et détection incendie, à l'exception de la gestion des incompatibilités au sein des bâtiments P3/P4 et P5 en cours de régularisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAPROCHIM NORMANDIE
- Zone Industrielle du Port Angot Rue Frédéric et Irène Joliot Curie 76410 SAINT-AUBIN-LES-ELBEUF
- Code AIOT dans GUN : 0005801234
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

Le site MAPROCHIM Normandie est un site de logistiques avec des entrepôts couverts.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 janvier 2021 ;
- essai de la colonne sèche de protection du mur coupe feu avec les moyens du SDIS de la Seine-Maritime.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie - RIA	AP de Mise en Demeure du 06/01/2021, article 2	/	Sans objet
Dimensions des cellules - Murs coupe feu	AP de Mise en Demeure du 06/01/2021, article 2	/	Sans objet
Détection automatique incendie	AP de Mise en Demeure du 06/01/2021, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation est régularisée sur les trois points visés par le présent rapport à savoir la conformité des moyens de lutte contre l'incendie, les dispositions constructives pour limiter la propagation d'un incendie entre cellules, et la détection automatique d'un incendie avec asservissement.

Il reste un point en cours de régularisation sur la gestion du risque incompatibilités au sein des bâtiments P3/P4 et P5. Ce point fera l'objet d'une prochaine visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie - RIA

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/01/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie RIA
Prescription contrôlée : La prescription visée par l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 janvier 2021 est notamment le respect de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux installations classées relevant de la rubrique 1510, entrepôt couvert. L'article 13 prescrit notamment: " [...] Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) : [...] - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé"
Constats : Lors de la visite d'inspection du 23 décembre 2021, les RIA n'étaient pas encore installés dans le bâtiment P5. L'exploitant déclarait alors que leur mise en place était prévue en même temps que la réfection du réseau associé et la mise en place de la colonne sèche recommandée par le SDIS. Lors de la visite objet du présent rapport, l'inspection des installations classées a constaté: - la mise en place effective de RIA au sein du bâtiment P5. Un test en réel a été réalisé avec les deux RIA situés en bout de course du circuit d'alimentation en eau. Le test en simultané des deux RIA a montré un débit et une portée de lance satisfaisants. - la présence de trois poteaux incendie sur le domaine public à moins de 150 mètres du site. L'exploitant a présenté la copie du dernier contrôle réalisé par la communauté de communes du 29 avril 2021. Ce contrôle n'appelle pas d'observations. - la réalisation de travaux en cours pour ajouter une réserve d'eau incendie supplémentaire à disposition des secours extérieurs, volume supplémentaire par rapport au volume prescrit actuellement. L'ancienne réserve d'eau incendie de l'ancien système de sprinklage du bâtiment P5 est en cours d'équipement d'un raccord d'aspiration à disposition des secours extérieurs. La situation est régularisée sur le point susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dimensions des cellules - Murs coupe feu

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/01/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection murs coupe feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 janvier 2021 prévoit le respect des dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux installations classées soumises à la rubrique 1510, entrepôt couvert. Cet article prévoit que :</p> <p>"La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie"</p> <p>Afin de limiter la propagation d'un incendie d'une cellule à l'autre, l'article 6 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 prévoit que "Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation". <p>La cellule P3/P4 est séparée de la cellule P5 par un mur REI120 avec un débordement d'un mètre de part et d'autre du mur ainsi qu'en toiture. Le passage d'un côté à l'autre se fait au travers d'une ouverture fermée par une porte coupe-feu. Il a été relevé que les structures métalliques des cellules de stockage sont dissociées et ne sont pas prises dans le mur. De plus, les passages de tuyauteries ne sont pas bouchés par des matières isolantes adaptées et le mur parpaings ne s'élève pas jusqu'en haut de la cellule P5. Le mur ne peut donc être strictement considéré comme REI120. L'exploitant a consulté le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-Maritime le 2 novembre 2020 pour trouver une mesure compensatoire.</p> <p>Selon les recommandations du SDIS de la Seine-Maritime, l'exploitant a choisi d'installer un moyen d'installation fixe de protection incendie, type rideau d'eau pour protéger le mur coupe-feu entre cellules . Pour cela, l'installation d'une canalisation de type colonne sèche sur toiture, juste au-dessus du mur coupe-feu est proposée, avec un point de raccordement en partie basse. Conformément aux recommandations du SDIS, le débit des têtes sera de 10 litres par mètre linéaire et par minute.</p> <p>Constats : Lors de la visite objet du présent rapport, l'inspection des installations classées a constaté la finalisation des travaux du mur coupe feu séparant la cellule P3/P4 et la cellule P5. Des renforts ont été faits au niveau de la cellule P5 et un rehaussement en toiture d'un mètre a été réalisé.</p> <p>Egalement, le mur situé devant la réserve d'eau incendie supplémentaire du site a été refait pour garantir une protection coupe feu de la réserve.</p> <p>Par courrier électronique du 7 avril 2022, l'exploitant a adressé les procès-verbaux des matériaux utilisés pour ces travaux, garantissant un degré coupe feu.</p> <p>De plus, l'inspection des installations classées a constaté la mise en place d'une colonne sèche au niveau du rehaussement en toiture du mur conformément aux recommandations émises par le SDIS de la Seine-Maritime.</p> <p>Lors de la visite, la colonne sèche a été testée en réel via un engin pompe du SDIS de la Seine-Maritime. Le test a été concluant et a montré l'efficacité des buses de la colonne sèche pour assurer un refroidissement du dépassement en toiture puis du mur coupe feu après chute de la toiture en cas d'incendie.</p> <p>La situation est régularisée sur le point susvisé.</p> <p>Observations : Observation n°1: selon les recommandations du SDIS de la Seine-Maritime, les raccords d'alimentation du rideau d'eau doivent être identifiés (coloration rouge des raccords) et dotés d'un affichage explicite (panneau au droit des raccords). Egalement la Fiche d'Intervention Rapide sera utilement complétée précisant ce point de raccordement par les secours extérieurs.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Détection automatique incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/01/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : L'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 janvier 2021 prescrit le respect des dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux installations classées soumises à la rubrique 1510, entrepôt couvert. L'article 12 prescrit notamment: "La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection [...] déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées."
Constats : Lors de la visite du 23 décembre 2021, la détection incendie a été testée au niveau du bâtiment P5. Un départ de feu a été initié dans le bâtiment P5. Quelques minutes plus tard, une pré-alarme est apparue sur la centrale d'aspiration dans la même cellule. Puis ce voyant cesse de clignoter pour rester fixe. À ce stade, la porte coupe-feu commence à se fermer et une première alarme sonore se déclenche au sein des bâtiments. La porte coupe-feu ne se ferme pas intégralement (elle se bloque avant la fermeture totale). Deux minutes après, une alarme sonore beaucoup plus forte se déclenche. La société de télésurveillance est prévenue ; un appel est lancé. À la suite du constat de ce dysfonctionnement relatif à la fermeture de la porte coupe feu, l'exploitant a aussitôt mis en place une fermeture manuelle tous les soirs puis dès le 28/12/2021 a fait revenir l'installateur qui est intervenu le 03/01/2022 pour régler la fermeture et éviter le blocage. Lors de la visite objet du présent rapport, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant un nouveau test en réel. La détection incendie a été déclenchée via l'automate de sécurité et l'asservissement de fermeture de la porte coupe feu du bâtiment P5 a été effective. La porte s'est correctement fermée. La situation est donc régularisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet